

Art. 4. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Art. 4. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

**MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »**

F. 87 — 2428

3 NOVEMBRE 1987. — Arrêté royal portant règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment les articles 5 bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 18 février 1977 et modifié par la loi du 15 juillet 1985, § 2, 9, modifié par la loi du 18 février 1977, 9 bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 21 juin 1985, 16, § 1^{er}, et 17, § 2;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1968 et 31 juillet 1969, par la loi du 7 juillet 1970 et par les arrêtés royaux des 24 juillet 1970, 20 juillet 1971 et 6 septembre 1978;

Vu les avis des Conseils supérieurs de l'enseignement supérieur technique, agricole, économique, artistique, paramédical, pédagogique et social;

Vu les avis des Conseils permanents de l'enseignement supérieur;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, à l'exception de l'enseignement supérieur maritime.

CHAPITRE II. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

2^o section : la subdivision d'une des catégories visées à l'article 2 de la loi, dont les études mènent à un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;

3^o option : la partie d'une section ayant une orientation propre et couvrant soit une partie d'une ou de plusieurs années d'études, soit toutes les activités d'enseignement d'une année d'études, étant entendu que les différentes options d'une même section ont un tronc commun pendant la première année d'études;

4^o activités d'enseignement :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques, les projets et les autres activités figurant au programme d'études;

b) les travaux et projets de fin d'année et de fin d'études;

c) les stages prévus au programme d'études, organisés individuellement ou en groupe, à effectuer pendant les vacances ou suspensions de cours, en dehors des autres activités d'enseignement;

d) les sessions d'examens, à l'exception de l'éventuel congé d'études;

**MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »**

N. 87 — 2428

3 NOVEMBER 1987. — Koninklijk besluit houdende algemeen reglement van de studie in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inzonderheid op de artikelen 5 bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1977 en gewijzigd bij de wet van 15 juli 1985, § 2, 9, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1977, 9 bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 21 juni 1985, 16, § 1, en 17, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studien in het hoger technisch onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1968, 31 juli 1969, bij de wet van 7 juli 1970 en bij de koninklijke besluiten van 24 juli 1970, 20 juli 1971 en 6 september 1978;

Gelet op de adviezen van de Hoge Raden voor het technisch, agrarisch, economisch, artistiek, paramedisch, pedagogisch en sociaal Hoger Onderwijs;

Gelet op de adviezen van de Vaste Raden voor het Hoger Onderwijs;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, het maritiem hoger onderwijs uitgezonderd.

HOOFDSTUK II. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

2^o afdeling : de onderverdeling van een der categorieën bedoeld in artikel 2 van de wet, waarvan de studie leidt tot een diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

3^o optie : het deel van een afdeling dat een eigen oriëntatie heeft en ofwel een deel van één of meer studiejaar ofwel alle onderwijsactiviteiten van een studiejaar bestrijkt, met dien verstande dat de verschillende opties in eenzelfde afdeling in het eerste studiejaar een gemeenschappelijke stam hebben;

4^o onderwijsactiviteiten :

a) de theoretische vakken, de oefenzittingen, de practica, de laboratoria, de didactische activiteiten, de projecten en de andere activiteiten die op het studieprogramma voorkomen;

b) de jaar- of eindwerken en de jaar- of eindprojecten;

c) de in het studieprogramma bepaalde stages die, gedurende de vakanties of de periodes van schorsing van de lessen, buiten de andere onderwijsactiviteiten, individueel of in groep worden georganiseerd;

d) de examenzittijden, het eventuele studieverlof uitgezonderd;

5^e année académique : le temps nécessaire à la réalisation d'une année d'études et formé de deux parties consécutives de deux années civiles successives, qui commencent au plus tard le premier lundi d'octobre et se terminent le jour précédant le début de l'année académique suivante;

6^e étudiant régulièrement inscrit :

l'étudiant qui répond aux conditions prévues par l'article 9b/s de la loi;

7^e épreuve : opération de contrôle portant sur une partie déterminée du programme d'études d'une année d'études;

8^e examen : l'ensemble des épreuves d'une année d'études à l'exclusion de celles de la dernière année d'études;

9^e examen final : l'ensemble des épreuves de la dernière année d'études à présenter pour l'obtention d'un diplôme et éventuellement d'un titre;

10^e dispense d'épreuve : les dispenses visées à l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités d'octroi d'une dispense d'examens dans l'enseignement supérieur de type court et de type long et les dispenses accordées dans le cadre des sessions d'examens;

11^e dispense relative à la durée des études : les dispenses visées à l'article 9, § 3, de la loi;

12^e jury : ensemble des examinateurs d'un examen ou de l'examen final;

13^e session d'examens : période de l'année académique pendant laquelle siège le jury;

14^e cours à option : l'activité d'enseignement qui, en plus des cours obligatoires prévus au programme d'études, est imposée par l'établissement d'enseignement;

15^e cours à choix : l'activité d'enseignement organisée par l'établissement d'enseignement qui peut être choisie librement par l'étudiant, étant entendu qu'elle acquiert pour l'étudiant qui la choisit, le caractère d'une activité d'enseignement obligatoire;

16^e le Ministre : le ou les Ministres qui ont l'enseignement supérieur dans leurs attributions.

CHAPITRE III

Des activités d'enseignement et de l'année académique

Art. 3. Dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice les activités d'enseignement comportent au moins 900 périodes de 50 minutes ou 750 heures de cours de 60 minutes, étant entendu qu'au moins 750 périodes ou 630 heures de cours, les sessions d'examens non comprises, sont réparties sur 30 semaines au moins.

Art. 4. Pour obtenir le minimum d'activités d'enseignement prévu à l'article 3 du présent arrêté, les pouvoirs organisateurs peuvent, soit augmenter le volume des périodes ou d'heures de cours obligatoires, soit imposer des cours à option, soit rendre obligatoires d'autres cours ou proposer des cours à choix à l'étudiant. En aucun cas, il n'est autorisé de dépasser l'horaire maximum de l'étudiant.

Art. 5. § 1^{er}. Les activités d'enseignement définies au 4^e, a), de l'article 2 du présent arrêté, sont réparties en tranches. Une tranche comporte au minimum une période de 50 minutes pouvant être prolongée par des multiples de 25 minutes.

§ 2. Dans les établissements où coexistent des sections d'enseignement supérieur de type long et de type court, une tranche visée au § 1^{er} comporte au minimum 60 minutes pouvant être prolongée par des multiples de 30 minutes.

CHAPITRE IV. — Des étudiants

Art. 6. Nul n'est admis comme étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur de type court et de plein exercice s'il ne satisfait pas aux conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

CHAPITRE V. — Des conditions de passage

Art. 7. § 1^{er}. Pour être admis dans l'année d'études suivante, l'étudiant doit être régulièrement inscrit et avoir réussi dans la même section l'examen de l'année d'études qui précède.

5^e academiejaar : de tijd vereist voor de organisatie van een studiejaar en gevormd door twee aaneengesloten delen van twee opeenvolgende kalenderjaren, die aanvangen uiterlijk op de eerste maandag van oktober en eindigen op de dag voor de aanvang van het volgende academiejaar;

6^e regelmatig ingeschreven student :

de student die voldoet aan de bepalingen door Ons vastgelegd in uitvoering van artikel 9b/s van de wet;

7^e examen : de controlerende proef over een bepaald deel van het studieprogramma van een studiejaar;

8^e jaarexamen : het geheel van de examens van een studiejaar, met uitsluiting van die van het laatste studiejaar;

9^e eindexamen : het geheel van de examens van het laatste studiejaar, af te leggen met het oog op het behalen van een diploma of een titel;

10^e vrijstelling van examens : de vrijstellingen bedoeld in het koninklijk besluit van 28 december 1977 tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van vrijstelling van examens in het hoger onderwijs van het korte type en van het lange type en de vrijstellingen van examens verleend in het kader van de examen-zittingen;

11^e vrijstelling in verband met de studieduur : de vrijstellingen bedoeld in artikel 9, § 3, van de wet;

12^e examencommissie : groep van personen die het jaarexamen of het eindexamen afnemen;

13^e examen-zitting : periode van het academiejaar waarin de examencommissie zetelt;

14^e optiecursus : de onderwijsactiviteit die naast de door het studieprogramma verplichte vakken, door de onderwijsinrichting wordt opgelegd;

15^e keuzevak : de onderwijsactiviteit die door de onderwijsinrichting wordt georganiseerd en door de student vrij kan gekozen worden, met dien verstande dat zij voor de student die haar kiest, het kenmerk van een verplichte onderwijsactiviteit aanneemt;

16^e de Minister : de Minister of de Ministers die bevoegd zijn voor het hoger onderwijs.

HOOFDSTUK III

Onderwijsactiviteiten en academiejaar

Art. 3. In het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan omvatten de onderwijsactiviteiten ten minste 900 lestijden van 50 minuten of 750 lessen van 60 minuten, met dien verstande dat ten minste 750 lestijden of 630 lessen, de examen-zittingen niet meegeteld, over ten minste 30 weken worden verdelgd.

Art. 4. Om het minimumaantal lestijden of lessen onderwijsactiviteiten te bereiken, voorzien in artikel 3 van dit besluit, kunnen de inrichtende machten hetzij het aantal lestijden of lessen van de verplichte vakken verhogen, hetzij optiecursussen verplicht opleggen, hetzij andere vakken verplicht opleggen of keuzevakken aanbieden. Het is in geen geval toegelaten het maximumlesrooster van de student te overschrijden.

Art. 5. § 1. De onderwijsactiviteiten bedoeld in artikel 2, 4^e, a), van dit besluit, worden verdeeld in schijven. Iedere schijf omvat ten minste een lestijd van 50 minuten en kan verlengd worden met veelvoud van 25 minuten.

§ 2. In de onderwijsinrichtingen van het hoger onderwijs van het lange type waar eveneens hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan ingericht wordt, omvat een schijf, zoals bedoeld in § 1, ten minste één lesuur van 60 minuten en kan ze verlengd worden met veelvoud van 30 minuten.

HOOFDSTUK IV. — De studenten

Art. 6. Niemand wordt als regelmatig ingeschreven student aanvaard in een onderwijsinrichting van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan indien hij niet voldoet aan de wets- en reglementsbepalingen terzake.

HOOFDSTUK V. — Overgangsvoorwaarden

Art. 7. § 1. Om tot het volgend studiejaar te worden toegelaten, moet de student regelmatig ingeschreven en geslaagd zijn in het jaarexamen van het vorige studiejaar van dezelfde afdeling.

§ 2. Les commissions d'examens peuvent accorder, aux étudiants n'ayant pas réussi et qui recommencent leur année dans le même établissement, une dispense de présenter les épreuves dans certaines activités d'enseignement aux conditions suivantes :

a. L'étudiant a présenté l'examen ou l'examen final en au moins une session d'examens, sauf dispenses accordées aux épreuves concernant certaines activités d'enseignement ou dérogation accordée par la commission d'examens dans certains cas exceptionnels de force majeure.

b. L'étudiant obtient au moins 50 % du total des points de l'examen visé au point a.

c. L'étudiant obtient au moins 12/20 à l'épreuve pour laquelle il obtiendrait éventuellement une dispense.

d. Après avoir établi qu'il a été répondu aux trois conditions précitées, la commission d'examens délibère s'il y a lieu ou non d'accorder des dispenses. Les notes des épreuves pour lesquelles l'étudiant a obtenu une dispense sont automatiquement transférées à la première session de l'année académique suivante.

§ 3. Dans certains cas exceptionnels en fonction de circonstances n'ayant pas de lien immédiat avec les activités d'enseignement et déterminées par la commission d'examens, le Ministre peut autoriser l'étudiant qui n'a pas réussi l'examen de passage de la seconde session d'examens, à s'inscrire dans l'année d'études suivante dans le même établissement, suivant les conditions et les modalités énumérées ci-après :

a. L'étudiant est inscrit pour la première fois dans l'année concernée de la section concernée.

b. L'étudiant a réellement participé à toutes les épreuves de la deuxième session, sauf celles pour lesquelles il avait obtenu des dispenses, ou encore, sauf dérogation accordée par la commission d'examens dans certains cas de force majeure.

c. L'étudiant obtient au moins 50 % du total des points de l'examen visé au point b.

d. Les activités d'enseignement qui correspondent aux épreuves pour lesquelles l'étudiant n'a pas obtenu au moins 12/20, n'excèdent pas plus d'un cinquième du programme d'études de l'année d'études concernée.

e. La commission d'examens émet à cet égard un avis motivé et favorable.

f. Si l'étudiant décide d'avoir recours à cette procédure spéciale, le directeur en fait la demande auprès du Ministre endéans les quinze jours suivant la fin des délibérations. Si la décision ministérielle ou le refus n'est pas notifié avant le 1^{er} novembre, l'autorisation est censée être accordée. Si le Ministre n'accorde pas l'autorisation, l'étudiant redevient étudiant régulier dans l'année d'études précédente.

g. L'étudiant doit avant le 1^{er} février de l'année académique suivante, présenter les épreuves que la commission d'examens lui impose et qui ont encore trait à l'année d'études précédente.

h. Pour l'étudiant concerné, la deuxième session d'examens de l'année précédente ne sera clôturée que quand il aura présenté les épreuves stipulées au point g, et que la commission aura décidé de sa réussite ou non.

i. Pour réussir, l'étudiant doit avoir au moins 10/20 pour chaque épreuve et au moins 60 % au total des points des épreuves imposées.

j. Si l'étudiant ne présente pas les épreuves dans les délais prévus, ou s'il ne réussit pas, il est à nouveau étudiant régulier de l'année d'études précédente. S'il réussit les épreuves, il reste étudiant régulièrement inscrit dans l'année d'études dans laquelle il est inscrit.

k. Lorsque l'étudiant est réinscrit régulièrement dans l'année précédente, il peut bénéficier des dispenses dont il est question au § 2.

Art. 8. Les dispenses d'examen et les dispenses relatives à la durée des études sont accordées en exécution des dispositions de l'arrêté royal du 28 décembre 1977 fixant les modalités pour l'octroi de dispenses d'examens dans l'enseignement supérieur de type court et de type long.

Art. 9. Un étudiant qui, sans changer de section, s'inscrit dans un autre établissement, présente éventuellement les épreuves complémentaires que le directeur fixe en vue de combler les différences entre les programmes.

§ 2. De examencommissies kunnen aan de niet geslaagde studenten die het betrokken studiejaar in het volgend academiejaar in dezelfde onderwijsinrichting herbeginnen, vrijstelling verlenen van het deelnemen aan en het afleggen van de examens over bepaalde onderwijsactiviteiten, onder de hierna opgesomde voorwaarden.

a. De student heeft in ten minste één examenzittijd het volledige jaar- of eindexamen afgelegd, behoudens verleende vrijstellingen van het deelnemen aan en het afleggen van de examens over bepaalde onderwijsactiviteiten, of afwijking door de examencommissie toegestaan in uitzonderlijke gevallen van overmacht.

b. De student behaalt ten minste 50 % van het totaal aantal punten van de examens, bedoeld in punt a.

c. De student behaalt ten minste 12 op 20 op het examen waarvan hij desgevallend een vrijstelling zou kunnen krijgen.

d. Na vastgesteld te hebben dat aan de vorige drie voorwaarden voldaan is, deliberereert de examencommissie over het al dan niet verlenen van de vrijstellingen. De cijfers van de examens waarvan de student vrijgesteld is, worden automatisch en ongewijzigd overgedragen naar het geheel van de resultaten in de eerste examenzittijd van het volgend academiejaar.

§ 3. In zeer uitzonderlijke gevallen die te maken hebben met omstandigheden die geen rechtstreeks verband houden met de studie zelf, te beoordelen door de examencommissie, kan de Minister de student die in de tweede examenzittijd niet slaagt voor een jaarexamen, toestaan zich in dezelfde onderwijsinrichting in te schrijven in het volgende studiejaar onder de hierna opgesomde voorwaarden en modaliteiten.

a. De student is voor de eerste maal ingeschreven in het betrokken studiejaar van de betrokken afdeling.

b. De student heeft reël deelgenomen aan alle examens van de tweede examenzittijd, behoudens verleende vrijstelling van het deelnemen aan en het afleggen van de examens over bepaalde onderwijsactiviteiten, of afwijking door de examencommissie toegestaan in uitzonderlijke gevallen van overmacht.

c. De student behaalt ten minste 50 % van het totaal aantal punten van de examens, bedoeld in punt b.

d. De onderwijsactiviteiten die overeenstemmen met de examens waarop de student niet ten minste 12 op 20 behaalde, beslaan in globo niet meer dan een vijfde van het studieprogramma van het betrokken studiejaar.

e. De examencommissie brengt over deze aangelegenheid een gemotiveerd gunstig advies uit.

f. Indien de student besluit gebruik te maken van deze bijzondere procedure, doet de directeur de aanvraag bij de Minister binnen de veertien dagen volgend op het einde van de deliberatie. Indien de ministeriële toestemming of weigering niet betekend is vóór 1 november daaropvolgend, wordt de toestemming als verleend beschouwd. Indien de Minister de toestemming weigert, wordt de student automatisch opnieuw regelmatig ingeschreven student van het vorige studiejaar.

g. De student moet vóór 1 februari van het volgend academiejaar de examens afleggen die de examencommissie hem oplegt en die nog betrekking hebben op het vorige studiejaar.

h. Voor de betrokken student wordt de tweede examenzittijd van het vorige academiejaar slechts gesloten nadat hij de examens, bedoeld in punt g, heeft afgelegd en de examencommissie uitspraak gedaan heeft over het al dan niet slagen.

i. Om te slagen moet de student ten minste 10 op 20 behalen op ieder opgelegd examen afzonderlijk en ten minste 60 % op het totaal van de punten van alle opgelegde examens.

j. Indien de student de bedoelde examens niet tijdig aflegt of indien hij hiervoor niet slaagt, wordt hij automatisch opnieuw regelmatig ingeschreven student van het vorige studiejaar. Indien hij voor de bedoelde examens slaagt, blijft hij regelmatig ingeschreven student van het studiejaar waarin hij ingeschreven is.

k. Wanneer de student opnieuw regelmatig ingeschreven wordt in het vorige studiejaar, kan hij de vrijstellingen genieten waarvan sprake in § 2.

Art. 8. Benevens de vrijstelling van examens verleend met de toepassing van dit besluit, worden de vrijstellingen van examens en de vrijstellingen inzake studieduur verleend met toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 december 1977 tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van vrijstelling van examen in het hoger onderwijs van het korte en van het lange type.

Art. 9. Een student die, zonder van afdeling te veranderen, inschrijft in een andere onderwijsinrichting, moet eventueel aanvullende examens afleggen indien de directeur oordeelt dat dit vereist is om het verschil in programma te overbruggen.

· Dans pareil cas, l'étudiant n'est pas obligé de participer aux activités d'études qui correspondent aux épreuves en question. L'étudiant doit présenter les épreuves complémentaires avant le 1^{er} décembre de l'année académique en cours.

CHAPITRE VI. — De la sanction des études et de l'organisation des examens et de l'examen final

Art. 10. § 1^{er}. Les examens et l'examen final sont présentés soit devant un jury de l'établissement, soit, lorsqu'il est organisé, devant le jury d'Etat.

§ 2. Nul ne peut être admis à se présenter au cours de la même session d'examens à la fois devant un jury d'établissement et devant le jury d'Etat.

Art. 11. § 1^{er}. Nul ne peut être admis à participer à plus de deux sessions d'examens au cours d'une même année académique.

§ 2. Sauf dérogation accordée par le Ministre ou son délégué, nul ne peut présenter devant un jury d'établissement le même examen ou examen final plus de quatre fois, réparties sur deux années académiques au maximum.

Art. 12. § 1^{er}. Sauf dispositions contraires chaque établissement d'enseignement organise deux sessions d'examens par année académique.

§ 2. Sauf cas de force majeure apprécié par le chef d'établissement, l'étudiant présente obligatoirement l'examen ou l'examen final ou cours de la première session d'examen.

§ 3. Durant la session ont lieu l'examen, la délibération et la publication des décisions du jury relatives à toutes les activités figurant au programme d'une année d'études. Il en est de même pour l'examen final.

§ 4. Sur avis du Conseil supérieur de la catégorie d'enseignement supérieur considérée, les Ministres peuvent arrêter des dispositions d'évaluation complémentaires.

Art. 13. § 1^{er}. Le chef d'établissement décide si les épreuves sont écrites ou orales. Les épreuves orales sont publiques.

Dans les limites fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'établissement, les notes attribuées en cours d'année académique pour une activité d'enseignement peuvent être prises en considération pour le calcul du résultat de l'épreuve en question.

§ 2. Chaque épreuve est notée sur vingt points. Pour la détermination du résultat de l'examen ou de l'examen final, le jury fixe un coefficient de pondération aux résultats des épreuves et préalablement à la délibération.

§ 3. Le directeur veille à ce que les délais d'inscription à l'examen ou à l'examen final ainsi que les horaires des examens soient publiés aux panneaux d'affichage de l'établissement au moins quatorze jours avant le début des examens.

CHAPITRE VII

Des jurys d'établissement d'enseignement

Section 1^{re}. — De la composition

Art. 14. § 1^{er}. Les jurys d'examens sont présidés par le directeur de l'établissement ou, en son absence par son délégué.

Chaque jury d'examens comprend les membres du personnel ayant assumé la responsabilité des activités d'enseignement suivies par l'étudiant.

§ 2. Le jury de l'examen final est présidé par le représentant du pouvoir organisateur de l'établissement ou par son délégué. Il comprend, par section, les membres du personnel ayant assumé la responsabilité des activités d'enseignement de la dernière année d'études.

§ 3. Le pouvoir organisateur peut désigner comme membres d'un des jurys d'examens visés aux §§ 1^{er} et 2, des personnes étrangères à l'établissement d'enseignement. Celles-ci ont voix délibérative. Leur nombre ne peut excéder la moitié du total des membres ayant voix délibérative.

§ 4. Le Ministre peut mandater un délégué de l'Etat pour assister aux opérations d'examens. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

Art. 15. Il est interdit aux membres d'un jury d'examen d'assister à l'examen, de faire subir l'examen ou de participer à la délibération de l'examen si le récipiendaire est son conjoint ou l'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré.

In voorkomend geval is de student niet verplicht deel te nemen aan de onderwijsactiviteiten die overeenstemmen met de betrokken examens. De student moet de aanvullende examens afleggen vóór 1 december van het lopende academiejaar.

HOOFDSTUK VI. — Sanctie van de studie en organisatie van de jaarexamens en van het eindexamen

Art. 10. § 1. De jaarexamens en het eindexamen worden afgelegd voor een examencommissie van de onderwijsinrichting of, voor zover ze ingericht wordt, voor een examencommissie van de Staat.

§ 2. Niemand mag tijdens eenzelfde examenzittijden toegelaten worden tot een examencommissie van een onderwijsinrichting en tot de examencommissie van de Staat.

Art. 11. § 1. Niemand mag in de loop van eenzelfde academiejaar tot meer dan twee examenzittijden toegelaten worden.

§ 2. Behoudens afwijking verleend door de Minister of zijn gemachtigde, mag niemand, gespreid over ten hoogste twee academiejaren, meer dan viermaal hetzelfde jaarexamen of eindexamen voor een examencommissie van een onderwijsinrichting afleggen.

Art. 12. § 1. Behoudens andersluidende bepalingen, organiseert iedere onderwijsinrichting twee examenzittijden per academiejaar.

§ 2. Uitgezonderd in het geval van overmacht waarover de directeur oordeelt, is de student verplicht het jaarexamen of het eindexamen in de eerste examenzittijd af te leggen.

§ 3. Het jaarexamen, de beraadslaging en de bekendmaking van de beslissingen van de examencommissie met betrekking tot alle activiteiten, voorzien in het studieprogramma van een studiejaar, hebben plaats tijdens de examenzittijd. Hetzelfde geldt voor het eindexamen.

§ 4. Op advies van de Hoge Raad van de betrokken categorie van hoger onderwijs, kunnen de Ministers aanvullende bepalingen inzake beoordeling vaststellen.

Art. 13. § 1. De examens worden mondeling of schriftelijk afgelegd. De mondelinge examens zijn openbaar.

Binnen de perken gesteld door het huishoudelijk reglement van de onderwijsinrichting, kunnen de kwoteringen die in de loop van het academiejaar voor een onderwijsactiviteit worden toegekend, in aanmerking genomen worden voor de berekening van de uitslag van het betrokken examen.

§ 2. De uitslag van elk examen wordt gekwoteerd op twintig punten. Om de uitslag van het jaarexamen of het eindexamen te bepalen, past de examencommissie een wegingscoëfficiënt toe op de examens, die hij voorafgaandelijk aan de deliberatie vaststelt.

§ 3. De directeur draagt er zorg voor dat de termijnen voor de inschrijving op het jaarexamen of het eindexamen evenals de examenroosters ten minste veertien dagen vóór de aanvang van de examens op de aanplakborden van de onderwijsinrichting bekendgemaakt worden.

HOOFDSTUK VII

Examencommissies van de onderwijsinrichtingen

Afdeling 1. — Samenstelling

Art. 14. § 1. De jaarexamencommissies worden voorgezeten door de directeur van de onderwijsinrichting, of bij diens afwezigheid, door zijn afgevaardigde.

Iedere examencommissie bestaat uit de leden van het personeel die verantwoordelijk waren voor de onderwijsactiviteiten die de studenten hebben gevolgd.

§ 2. De eindexamencommissie wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde. Zij bestaat, per afdeling, uit de leden van het personeel die verantwoordelijk waren voor de onderwijsactiviteiten die de studenten in het laatste studiejaar hebben gevolgd.

§ 3. De inrichtende macht kan personen die niet tot de onderwijsinrichting behoren, als lid van een der in §§ 1 en 2 bedoelde examencommissies aanwijzen. Zij hebben beslissende stem. Hun aantal mag de helft van het totaal der stemgerechtigde leden niet overschrijden.

§ 4. De Minister kan een afgevaardigde van de Staat opdracht geven de examenverrichtingen bij te wonen. De afgevaardigde waakt over het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

Art. 15. Het is een lid van een examencommissie verboden aanwezig te zijn op het examen, het examen af te nemen of deel te nemen aan de beraadslaging over het examen van een echtgenoot of van een bloed- of aanverwant tot de vierde graad.

Section 2. — Des sessions d'examens

Art. 16. Le directeur de l'établissement organise le secrétariat des examens et désigne le secrétaire.

Art. 17. Sauf en cas de force majeure, les membres des jurys d'examens sont tenus d'assister aux épreuves qui les concernent et de participer à la délibération de ces épreuves.

Art. 18. § 1^{er}. La première session d'examens est organisée avant le 15 juillet et la seconde après le 15 août de l'année académique en cours.

§ 2. Les sessions d'examens sont clôturées dès que toutes les décisions du jury ont été rendues publiques.

Section 3. — Des délibérations des jurys

Art. 19. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur fixe, dans les limites établies par le présent arrêté, le règlement d'ordre intérieur des jurys et la procédure de délibération et de décision.

§ 2. Pour délibérer valablement, deux tiers au moins des membres du jury d'examens visés à l'article 14, §§ 1^{er} et 2, doivent être présents.

§ 3. Les décisions du jury sont prises à la majorité des voix des membres présents ayant voix délibérative compte non tenu des abstentions et des votes blancs ou nuls.

Art. 20. § 1^{er}. Le jury déclare admis l'étudiant qui a obtenu au moins 50 % des points attribués à chaque épreuve et 60 % des points attribués à l'examen ou à l'examen final. Il délibère collégalement et souverainement sur l'admission, l'ajournement ou le refus des autres étudiants et sur l'attribution des mentions. Les décisions d'ajournement ou de refus doivent être motivées.

§ 2. Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction; elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80 et 90 % du maximum des points. La décision est consignée au procès-verbal des délibérations.

§ 3. Le jury apprécie si la mention distinction, grande distinction ou plus grande distinction peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 50 % dans une ou plusieurs activités d'enseignement, ou si l'étudiant a obtenu une dispense d'épreuves au sens de l'article 2, 10^e.

Art. 21. § 1^{er}. Le président du jury clôt la délibération dès qu'une décision a été prise au sujet de chacun des étudiants.

Il proclame séance tenante et publiquement les résultats ou les notifie par écrit et individuellement. Il les publie dans les vingt-quatre heures au tableau d'affichage de l'établissement en mentionnant le nom et le prénom des étudiants qui peuvent bénéficier des dispositions des articles 7, §§ 2 et 3, 23 et 24, § 2.

§ 2. En cas de contestation écrite relative à une erreur matérielle, le président ou son délégué saisit, dans un délai maximum de quatre jours après la communication des résultats, et réunit un jury restreint composé du secrétaire et de deux membres au moins du jury concerné. Ce jury restreint statue sur le cas litigieux dans un délai de quarante-huit heures ouvrables.

Art. 22. § 1^{er}. La délibération du jury est secrète.

§ 2. Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury et le résultat de la délibération. Il mentionne également les motifs d'ajournement ou de refus des étudiants interrogés.

Le procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et au moins trois membres du jury.

§ 3. L'étudiant qui en fait la demande dans les trois jours de la proclamation publique des résultats, reçoit du directeur communication des motifs d'ajournement ou de refus.

Art. 23. § 1^{er}. L'étudiant refusé ne peut se représenter devant le jury qu'après l'expiration d'une année académique.

L'étudiant ajourné peut se représenter en seconde session d'examens.

Afdeling 2. — Examenzittingen.

Art. 16. De directeur van de onderwijsinrichting regelt de werking van het examensecretariaat en wijst de secretaris aan.

Art. 17. Behalve in geval van overmacht, zijn de leden van de examencommissies verplicht aanwezig te zijn op de examens waarbij zij betrokken zijn, en deel te nemen aan de beraadslaging daarover.

Art. 18. § 1. De eerste examenzitting wordt georganiseerd vóór 15 juli en de tweede na 15 augustus van het lopende academiejaar.

§ 2. De examenzittingen worden afgesloten zodra alle beslissingen van de examencommissie bekend zijn gemaakt.

Afdeling 3. — Beraadslaging van de examencommissies

Art. 19. § 1. De inrichtende macht bepaalt binnen de perken van dit besluit, het huishoudelijk reglement van de examencommissies en de procedure van het beraadslagen en beslissen.

§ 2. Om geldig te beraadslagen moet ten minste twee derde van de in artikel 14, §§ 1 en 2, bedoelde leden van de examencommissie aanwezig zijn.

§ 3. De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige stemgerechtigde leden, waarbij onthoudingen, blanco en ongeldige stemmen niet aangerekend worden.

Art. 20. § 1. De examencommissie verklaart dat een student geslaagd is indien hij ten minste 50 % van de punten heeft behaald op ieder examen en ten minste 60 % van het totaal aantal punten van het jaarexamen of van het eindexamen. Zij beraadslaagt collegiaal en autonoom over het slagen, het uitstel of de afwijzing van de andere studenten alsook over de toe te kennen vermeldingen. De beslissingen tot het uitstel of de afwijzing moeten gemotiveerd worden.

§ 2. De vermeldingen zijn voldoening, onderscheiding, grote onderscheiding en grootste onderscheiding; zij worden in het algemeen toegekend wanneer de student in het totaal respectievelijk 60, 70, 80 en 90 % van het maximumaantal punten behaalt. De beslissing wordt opgetekend in de notulen van de beraadslagingen.

§ 3. De examencommissie onderzoekt of de vermelding onderscheiding, grote onderscheiding of grootste onderscheiding toegekend kan worden aan een student die voor één of meer onderwijsactiviteiten minder dan 50 % van de punten heeft behaald of aan een student aan wie vrijstelling van examens werd verleend, zoals bedoeld in artikel 2, 10^e.

Art. 21. § 1. De voorzitter van de examencommissie sluit de beraadslaging zodra voor ieder der studenten een beslissing is genomen.

Hij roept de uitslagen in het openbaar en op staande voet af of notificeert deze schriftelijk en individueel. Hij maakt ze binnen de vierentwintig uur bekend op de aanplakborden van de onderwijsinrichting met vermelding van de naam en de voornaam van de studenten op wie de bepalingen van de artikelen 7, §§ 2 en 3, 23 en 24, § 2, van toepassing zijn.

§ 2. Wanneer de voorzitter of zijn afgevaardigde in de periode van ten hoogste vier dagen na de bekendmaking van de uitslagen schriftelijk op de hoogte wordt gebracht van een betwisting in verband met een materiële vergissing, roept hij een beperkte examencommissie samen, bestaande uit de secretaris en ten minste twee leden van de betrokken examencommissie. Deze beperkte examencommissie beslist binnen de achtenveertig uren van twee werkdagen.

Art. 22. § 1. De beraadslaging van de examencommissie is geheim.

§ 2. De notulen van de beraadslaging vermelden de samenstelling van de examencommissie en de uitslag van de beraadslaging. Zij vermelden tevens de redenen van uitstel of afwijzing van de onderzochte studenten.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en ten minste drie leden van de examencommissie.

§ 3. Aan de student die binnen drie dagen van de openbare afroeping van de uitslagen erom verzoekt, deelt de directeur de redenen van uitstel of afwijzing mede.

Art. 23. § 1. De afgewezen student mag zich slechts na verloop van een academiejaar opnieuw bij de examencommissie aanmelden.

De uitgestelde student mag zich aanmelden voor de tweede examenzitting.

§ 2. Pour autant qu'il ait participé à toutes les épreuves hormis le cas de force majeure visé à l'article 12, § 2, le jury peut dispenser l'étudiant ajourné de représenter en seconde session d'examens les épreuves qu'il a réussies en première session avec soixante pour cent des points au moins.

§ 3. L'étudiant qui s'absente à une épreuve sans motif légitime ne peut continuer à participer à la session d'examens. La légitimité du motif est appréciée par le directeur.

L'étudiant empêché pour un motif légitime est excusé et est assimilé en première session aux étudiants ajournés et en seconde session aux étudiants refusés.

§ 4. L'étudiant qui pour un motif légitime ne peut participer à une épreuve à la date prévue, peut subir cette épreuve au cours de la même session d'examens pour autant que l'organisation des épreuves le permette et moyennant l'accord du président et des membres concernés du jury.

Section 4. — De l'examen final

Art. 24. § 1^{er}. L'examen final comprend les épreuves et les évaluations relatives à toutes les activités d'enseignement figurant au programme de la dernière année d'études. La présentation et la défense d'un travail ou projet de fin d'études, s'il est prévu par le règlement spécifique des études ou le règlement d'ordre intérieur, constitue la dernière épreuve de la première session d'examens.

§ 2. Par dérogation à l'article 23, § 2, dans certains cas appréciés par le jury, le travail visé à l'article 2, 3^o, b), pourra être présenté et défendu en seconde session d'examens, avec les épreuves éventuelles ne faisant pas l'objet de dispense.

§ 3. En cas de circonstances exceptionnelles et sur avis conforme du jury, le Ministre peut autoriser l'étudiant qui a réussi toutes les épreuves figurant au programme de la dernière année d'études à présenter et à défendre le travail ou projet de fin d'études à une date qui ne peut être postérieure au 1^{er} février de l'année académique suivante. Pour cet étudiant, la seconde session d'examens est prolongée jusqu'à cette date.

Art. 25. Le sujet du travail ou du projet de fin d'études doit se rapporter à la finalité de la section ou de l'option et doit être approuvé par le chef d'établissement ou par l'instance déléguée par lui.

Section 5. — Des diplômes

Art. 26. § 1^{er}. Un certificat peut être délivré à l'étudiant qui a réussi un examen. Il est signé par le directeur de l'établissement d'enseignement.

§ 2. Le diplôme est délivré à l'étudiant qui a réussi l'examen final.

§ 3. Le diplôme est signé par le président, le secrétaire et les trois membres du jury visés à l'article 22, § 2. Il ne peut être remis à l'étudiant qu'après avoir été revêtu de la signature du délégué du Ministre et du sceau du Ministère de l'Éducation nationale.

§ 4. Le diplôme mentionne le titre obtenu.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 27. Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice à celles arrêtées par Nous en vue de la délivrance de titres et de diplômes qui font l'objet d'une réglementation propre.

Art. 28. Les épreuves écrites des examens ainsi que les procès-verbaux de délibération des jurys seront tenus respectivement pendant quatre et trente ans, à la disposition de l'Inspection de l'État et des délégués du Ministre.

Art. 29. Le Ministre peut déléguer au fonctionnaire qu'il désigne le pouvoir de décision qui lui est attribué par les articles 7, § 2, 11, § 2 et 24, § 3.

Art. 30. L'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études dans l'enseignement technique supérieur modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1968 et 31 juillet 1969, par la loi du 7 juillet 1970 et par les arrêtés royaux des 24 juillet 1970, 20 juillet 1971 et 6 septembre 1978 est, pour ce qui concerne l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, abrogé à l'exception des articles 7, 9, 10 et 26, alinéa 1^{er}, ainsi que le chapitre V.

Art. 31. § 1^{er}. L'arrêté royal du 14 novembre 1960 fixant la composition des jurys chargés de procéder aux examens de fin d'études dans les établissements d'enseignement normal organisés, subventionnés ou reconnus par l'État, est abrogé.

§ 2. Voor zover de uitgestelde student deelnam aan alle examens, het in artikel 12, § 2, bedoelde geval van overmacht uitgezonderd, kan de examencommissie hem voor de tweede examenzitting vrijstelling verlenen van de examens waarvoor hij in de eerste examenzitting minstens zestig procent van de punten behaalde.

§ 3. Een student, die zonder wettige reden op een examen afwezig is, mag aan de examenzitting niet verder deelnemen. De wettige reden wordt beoordeeld door de directeur.

De om een wettige reden verhinderde student wordt verontschuldigd en wordt in de eerste examenzitting met de uitgestelde studenten en in de tweede examenzitting met de afgewezen studenten gelijkgesteld.

§ 4. De student die op de voorziene datum om een wettige reden aan een examen niet kan deelnemen, mag, voor zover de organisatie van het examen het toestaat, dit examen in de loop van dezelfde zitting afleggen indien de voorzitter en de betrokken leden van de examencommissie hiermee akkoord gaan.

Section 4. — Het eindexamen

Art. 24. § 1. Het eindexamen omvat de examens en de beoordeling van alle onderwijsactiviteiten van het studieprogramma van het laatste studiejaar. Indien een bijzonder reglement van de studie of het huishoudelijk reglement van de onderwijsinstelling een eindwerk of afstudeerproject voorzien, is het voorbrengen en verdedigen ervan het laatste examen van de eerste examenzitting.

§ 2. In afwijking van artikel 23, § 2, kan in sommige gevallen, die door de examencommissie beoordeeld worden, het eindwerk bedoeld in artikel 2, 4^o, b), voorgebracht en verdedigd worden in de tweede examenzitting samen met de eventuele examens waarvoor geen vrijstelling is verleend.

§ 3. In uitzonderlijke omstandigheden en op eensluidend advies van de examencommissie kan de Minister een student die geslaagd is in alle andere examens van het programma van het laatste studiejaar, de toelating geven het eindwerk of het afstudeerproject voor te brengen en te verdedigen op een tijdstip dat niet later mag vallen dan 1 februari van het volgend academiejaar. Voor deze student wordt de tweede examenzitting tot die datum verlengd.

Art. 25. Het onderwerp van het eindwerk of van het afstudeerproject moet betrekking hebben op de finaliteit van de afdeling of van de optie en moet goedgekeurd worden door de directeur of de instantie door hem hiertoe aangeduid.

Afdeling 5. — Diploma's

Art. 26. § 1. Een getuigschrift kan worden uitgereikt aan de student die geslaagd is in een jaarexamen. Het wordt ondertekend door de directeur van de onderwijsinstelling.

§ 2. Het diploma wordt uitgereikt aan de student die geslaagd is in het eindexamen.

§ 3. Het diploma wordt ondertekend door de voorzitter, de secretaris en ten minste de drie leden van de examencommissie bedoeld in artikel 22, § 2. Het kan aan de student slechts ter hand gesteld worden nadat het is bekleed met de handtekening van de afgevaardigde van de Minister en met het zegel van het Ministerie van Onderwijs.

§ 4. Het diploma vermeldt de behaalde titel.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 27. De bepalingen van onderhavig besluit doen geen afbreuk aan die welke door Ons gesteld zijn voor het uitreiken van titels en diploma's die het voorwerp van een eigen reglementering zijn.

Art. 28. De schriftelijke examens dienen gedurende vier jaar en de notulen van de beraadslagingen van de examencommissies gedurende dertig jaar ter beschikking gehouden van de inspectie van de Staat en van de afgevaardigden van de Minister.

Art. 29. De Minister mag de beslissingsbevoegdheid die hem in de artikelen 7, § 3, 11, § 2 en 24, § 3 is toegekend, overdragen aan de ambtenaar die hij aanwijst.

Art. 30. Het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studien in het hoger technisch onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1968 en 31 juli 1969, de wet van 7 juli 1970 en de koninklijke besluiten van 24 juli 1970, 20 juli 1971 en 6 september 1978, wordt voor het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan opgeheven, met uitzondering an de artikelen 7, 9, 10 en 26, 1ste lid, evenals van het hoofdstuk V.

Art. 31. § 1. Het koninklijk besluit van 14 november 1960 houdende samenstelling van de examencommissies, belast met het afnemen van de eindexamens in de instellingen voor normaalonderwijs ingericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, wordt opgeheven.

§ 2. L'arrêté royal du 20 avril 1982 relatif à l'organisation des épreuves de sortie dans les établissements d'enseignement normal technique, est abrogé.

Art. 32. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1988.

Art. 33. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

§ 2. Het koninklijk besluit van 20 april 1982 houdende regeling der eindexamens in de inrichtingen van het technisch normaalonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 32. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1988.

Art. 33. Onze Ministers van Onderwijs, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

F. 87 — 2429

Arrêté royal fixant le coefficient qui détermine le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris en exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat.

Les dispositions précitées prévoient qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, confère au Roi le pouvoir de fixer le coefficient qui déterminera le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice. Selon la situation budgétaire, le Roi peut donc régler l'application des normes légales.

Pour les périodes supplémentaires dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, le coefficient a été limité à 85 % à partir de l'année scolaire 1982-1983.

A partir de l'année scolaire 1986-1987, cette limitation a été rendue plus sévère jusqu'à 70 %, afin d'enrayer l'augmentation de l'encadrement en personnel, suite à la première réalisation de la troisième année d'étude. De par la forte diminution de la population scolaire dans l'enseignement supérieur pédagogique, il sera à nouveau possible à partir de l'année scolaire 1987-1988, d'appliquer le coefficient 80.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

9 NOVEMBRE 1987. — Arrêté royal fixant le coefficient qui détermine le nombre de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par l'arrêté royal n° 268 du 31 décembre 1983;

N. 87 — 2429

Koninklijk besluit tot bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wordt genomen in toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat.

Krachtens voornoemde bepalingen moet de Koning bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit gemachtigd worden om een coëfficiënt te bepalen waarmee het aantal bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan wordt bepaald. De Koning kan dus de aanwending van de wettelijke normen regelen volgens de budgettaire toestand.

De coëfficiënt werd voor de bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan vanaf het schooljaar 1982-1983 beperkt tot 85 %.

Vanaf het schooljaar 1986-1987 werd deze beperking opgedreven tot 70 % om de toename aan personeelsomkadering ten gevolge van de eerste realisatie van het derde studiejaar, af te remmen. Door de sterke daling van de studentenbevolking in het pedagogisch hoger onderwijs wordt het mogelijk om vanaf het schooljaar 1987-1988 de coëfficiënt 80 toe te passen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

9 NOVEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 268 van 31 december 1983;